

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 81 — 1919

8 SEPTEMBRE 1981. — Décret fixant les conditions de reconnaissance des radios locales (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'avis conforme du Ministre ayant la radiodiffusion dans ses attributions, tel que prévu à l'article 3, § 5, de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, est subordonné à la reconnaissance des services de radiodiffusion privés, dénommés ci-après « radios locales », suivant les dispositions du présent décret.

Art. 2. § 1er. Sur avis motivé du Conseil des radios locales institué ci-après, l'Exécutif de la Communauté française reconnaît les radios locales lorsqu'elles sont organisées conformément au présent décret et aux arrêtés pris en exécution de celui-ci.

§ 2. La reconnaissance est signifiée par arrêté du membre de l'Exécutif ayant la radiodiffusion dans ses attributions.

Art. 3. § 1er. Il est créé un Conseil des radios locales, ci-après dénommé le Conseil, composé de 24 membres :

— 5 membres sont choisis en raison de leur compétence particulière dans le domaine de l'audio-visuel ou de l'Éducation permanente;

— 5 membres sont choisis sur une liste double présentée par les organisations représentatives;

L'Exécutif fixe les critères de reconnaissance des organisations représentatives des radios locales;

— 14 membres nommés par l'Exécutif de la Communauté française sur des listes doubles présentées, à raison de 4 membres par le Conseil supérieur de l'Éducation populaire, 4 par le Conseil de la Jeunesse d'expression française, 4 par le Conseil d'administration de la R.T.B.F., 2 par le Conseil d'administration de la Médiathèque de la Communauté française de Belgique.

Le mandat des membres a une durée de trois ans. Il est renouvelable.

§ 2. Les nominations se font dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

§ 3. Le Conseil peut se faire assister d'experts, notamment dans le domaine des radio-communications.

Art. 4. § 1er. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation de l'Exécutif.

§ 2. Le Conseil établit annuellement un rapport sur son activité durant l'exercice écoulé. Le rapport est déposé par l'Exécutif sur le bureau du Conseil de la Communauté française au plus tard le 31 mars.

Art. 5. § 1er. Le Conseil examine les demandes de reconnaissance introduites par les radios locales.

Chaque demande fait l'objet d'un avis motivé transmis à l'Exécutif de la Communauté française.

§ 2. Lorsque le rapport précédant l'avis conclut à une réponse négative, le demandeur — s'il le désire — est entendu par le Conseil selon des modalités définies par le règlement d'ordre intérieur; cette audition précède la remise de l'avis du Conseil.

§ 3. L'Exécutif de la Communauté française arrête les modalités d'introduction des demandes et les délais d'instruction des dossiers.

§ 4. L'Exécutif est tenu de motiver sa décision en cas de divergence avec le Conseil.

§ 5. Le Conseil transmet, d'initiative ou à la demande de l'Exécutif de la Communauté française, tout avis en rapport avec sa mission.

§ 6. Les membres de la R.T.B.F., présentés par le Conseil d'administration, informent semestriellement le Conseil des projets de l'Institut en ce qui concerne la radiodiffusion locale.

Art. 6. § 1er. Pour être reconnue, une radio locale doit :

a) Viser prioritairement la promotion sociale, culturelle, civique et l'éducation permanente et se consacrer plus particulièrement à l'information et à l'animation locales;

b) S'adresser à un public limité dans l'espace : un quartier, une commune, un groupe de communes contiguës, une agglomération urbaine;

c) Avoir introduit une demande rédigée en langue française, signée au moins par deux personnes de nationalité belge, indiquant le nom et le domicile, situé obligatoirement dans la zone d'émission, de celle d'entre elles assumant la responsabilité de l'ensemble des programmes;

d) Être indépendante d'un groupement professionnel ou politique;

e) Favoriser l'accès des citoyens à l'antenne;

f) Réunir au moins une fois l'an, une assemblée publique permettant une rencontre ouverte entre les responsables de la radio locale et ses auditeurs;

g) Assurer elle-même la production de ses émissions, sans exclure toutefois la collaboration occasionnelle avec d'autres radios.

§ 2. Pour être reconnue, une radio locale ne peut pas :

a) Poursuivre un but lucratif, ni être liée à une entreprise commerciale;

b) Faire partie de fait ou de droit d'un réseau privé d'émetteurs appartenant à une personne ou à une organisation.

Art. 7. Les pouvoirs publics locaux ont la possibilité de collaborer à l'organisation de radios locales ou de quartiers par l'intermédiaire de foyers culturels agréés et selon les conditions fixées par ceux-ci.

Art. 8. Sont interdites :

a) Les émissions portant atteinte au respect des lois, à la sécurité de l'État, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituant une offense à l'égard d'un État étranger;

b) Les émissions revêtant un caractère de publicité commerciale;

c) Les émissions de propagande électorale.

Art. 9. Dans la motivation de son avis, le Conseil tient notamment compte de la zone de portée de l'émetteur, de la localisation de l'antenne émettrice, de la fréquence à utiliser, ainsi que des tranches horaires disponibles.

Le Conseil peut proposer à l'Exécutif de la Communauté française de réserver une fréquence ou, le cas échéant, une tranche journalière ou horaire destinée à des émissions de radios locales non permanentes.

(1) Session 1979-1980.

Documents du Conseil. — Proposition de décret, n° 41, n° 1. — Amendements, n° 41, n° 2, 3, 5, 6, 7 et 9. — Sous-amendements, n° 41, n° 8. — Rapport, n° 41, n° 4.

Proposition de décret, n° 37, n° 1. — Document de renvoi, n° 37, n° 2.

Proposition de décret, n° 50, n° 1. — Document de renvoi, n° 50, n° 2.

Session 1980-1981.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 1er juillet 1981. — Adoption. Séance du 7 juillet 1981.

Art. 10. Sous réserve des dispositions prévues à l'article 13, l'arrêté de reconnaissance est valable pour une période de deux ans renouvelable. Il détermine, le cas échéant, les tranches horaires d'émissions autorisées.

Art. 11. La diffusion des programmes doit être précédée et suivie d'un indicatif permettant d'identifier la radio et de connaître la localisation de l'émetteur ainsi que la fréquence utilisée.

Cet indicatif doit, de plus, être émis à intervalles réguliers pendant la diffusion même des programmes.

Art. 12. La loi du 4 mars 1977 complétant la loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse est applicable aux émissions des radios locales.

Art. 13. En cas de non-respect des dispositions du présent décret, ou de non-utilisation des horaires attribués, la reconnaissance peut être suspendue ou retirée par l'Exécutif de la Communauté française après avis motivé du Conseil des radios locales émis à la majorité des 2/3 de ses membres et audition du ou des responsables de la radio locale concernée.

L'Exécutif de la Communauté française détermine les modalités de suspension ou de retrait.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Motril — Espagne, le 8 septembre 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
Membre de l'Exécutif de la Communauté française,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre de la Communauté française,

M. HANSENNE

—
VERTALING
—

—
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
—

N. 81 — 1919

8 SEPTEMBER 1981. — Decreet tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de lokale zenders (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Franse Gemeenschapsraad heeft goedgekeurd en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het eensluidend advies van de Minister tot wiens bevoegdheid de radio-omroep behoort, zoals bepaald in artikel 3, § 5, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radio-omroepdiensten, hierna « lokale zenders » genoemd, volgens de bepalingen van dit decreet.

Art. 2. § 1. Op het gemotiveerd advies van de Raad voor lokale zenders die hierna wordt ingesteld, erkend de Franse Gemeenschaps-executieve de lokale zenders die conform dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten worden opgericht.

§ 2. De erkenning wordt bij een door het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de radio-omroep behoort, genomen besluit betekend.

Art. 3. § 1. Een Raad voor lokale zenders, hierna de Raad genoemd, samengesteld uit 24 leden, wordt opgericht :

— 5 leden worden gekozen omwille van hun bevoegdheid op het gebied van het audio-visuele of van de permanente vorming;

— 5 leden worden gekozen uit een dubbeltal, voorgedragen door de representatieve organisaties;

De Executieve stelt de normen voor de erkenning van de representatieve organisaties van de lokale zenders vast;

— 14 leden worden benoemd door de Franse Gemeenschaps-executieve uit een dubbeltal, naar rato van 4 leden voorgedragen door de Hoge Raad voor Volksopvoeding, 4 leden voorgedragen door de « Conseil de la Jeunesse d'expression française », 4 leden voorgedragen door de raad van beheer van de R.T.B.F., 2 leden voorgedragen door de raad van beheer van de « Médiathèque de la Communauté française de Belgique ».

Het mandaat van de leden duurt drie jaar. Het is hernieuwbaar.

§ 2. De benoemingen gebeuren met inachtneming van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

§ 3. De Raad kan zich door deskundigen, inzonderheid op het gebied van de radioverbindingen, laten bijstaan.

Art. 4. § 1. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Executieve voor.

§ 2. De Raad maakt jaarlijks een verslag op omtrent zijn activiteiten van het voorbije jaar.

Dit verslag wordt door de Executieve ingediend bij het Bureau van de Franse Gemeenschapsraad op uiterlijk 31 maart.

Art. 5. § 1. De Raad onderzoekt de aanvragen tot erkenning ingediend door de lokale zenders.

Over elke aanvraag wordt aan de Franse Gemeenschaps-executieve een gemotiveerd advies uitgebracht.

§ 2. Wanneer het verslag dat het advies voorafgaat tot een negatief antwoord besluit, wordt de aanvrager — indien hij dat wenst — door de Raad gehoord, op de wijze bepaald in het huishoudelijk reglement; dit gehoor gaat het uitbrengen van het advies van de Raad vooraf.

(1) Zitting van 1979-1980.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 41, nr. 1. — Amendementen, nr. 41, nrs. 2, 3, 5, 6, 7 en 9. — Subamendementen, nr. 41, nr. 8. — Verslag, nr. 41, nr. 4.

Voorstel van decreet, nr. 37, nr. 1. — Verzendingsdocument nr. 37, nr. 2.

Voorstel van decreet, nr. 50, nr. 1. — Verzendingsdocument nr. 50, nr. 2.

Zitting 1980-1981.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 1 juli 1981. — Aanneming. Vergadering van 7 juli 1981.

§ 3. De Franse Gemeenschapsexecutieve stelt de wijze waarop de aanvragen moeten ingediend worden en de termijnen voor de behandeling van de dossiers vast.

§ 4. De Executieve moet haar beslissing motiveren wanneer zij het niet eens is met de Raad.

§ 5. De Raad deelt, op eigen initiatief of op aanvraag van de Franse Gemeenschapsexecutieve ieder advies mede dat verband houdt met zijn opdracht.

§ 6. De leden van de R.T.B.F., voorgedragen door de raad van beheer delen om de zes maanden aan de raad de ontwerpen van het Instituut mede in verband met de lokale radio-omroep.

Art. 6. § 1. Om erkend te worden, dient een lokale zender :

a) bij voorrang de sociale, culturele en burgerlijke promotie en de permanente vorming te bevorderen en zich meer bepaald toe te leggen op de lokale informatie en animatie;

b) zich tot een geografisch beperkt publiek te richten : een wijk, een gemeente, een groep aangrenzende gemeenten, een stedelijke agglomeratie;

c) een in de Franse taal opgestelde aanvraag te hebben ingediend, ondertekend door ten minste twee personen van Belgische nationaliteit, waarvan een van hen, die verantwoordelijk is voor het geheel van de programma's, naam en woonplaats vermeldt, verplicht gelegen binnen het zendgebied;

d) onafhankelijk te zijn van een politieke of beroepsgroepering;

e) het betrekken van de burgers bij de uitzending te bevorderen;

f) ten minste eenmaal per jaar, een openbare vergadering houden, die de mogelijkheid biedt tot rechtstreeks contact van de verantwoordelijken van de plaatselijke zender en zijn luisteraars;

g) zelf te zorgen voor de produktie van zijn uitzendingen, zonder evenwel de occasionele samenwerking met andere zenders uit te sluiten.

§ 2. Om te worden erkend, is het een lokale zender verboden :

a) een winstgevend doel na te streven, noch enige binding te hebben met een handelsonderneming;

b) feitelijk of wettelijk deel uit te maken van een privaat net van zenders die toebehoren aan eenzelfde persoon of groep.

Art. 7. De plaatselijke overheden hebben de mogelijkheid om samen te werken bij de oprichting van de lokale zenders of van de wijkzenders, via de erkende culturele centra en op de door hen vastgestelde voorwaarden.

Art. 8. Volgende uitzendingen zijn verboden :

a) de uitzendingen die de eerbied voor de wetten, de veiligheid van de Staat, de openbare orde of de goede zeden aantasten, of een belediging uitmaken jegens een vreemde staat;

b) de uitzendingen van publicitaire en commerciële aard;

c) de uitzendingen met verkiezingspropaganda.

Art. 9. In de motivering van zijn advies houdt de Raad inzonderheid rekening met het zendbereik van de zender, de lokaliteit van de zendantenne, de te gebruiken frequentie, alsmede de beschikbare zendtijden.

De Raad mag aan de Franse Gemeenschapsexecutieve voorstellen een frequentie, of in voorkomend geval, een dagelijkse zendtijd of een zendtijd op een bepaald uur voor te behouden voor de uitzendingen van lokale, niet-permanente zenders.

Art. 10. Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 13, is het erkenningsbesluit geldig voor een vernieuwbare periode van twee jaar. Het besluit steit in voorkomend geval, de toegestane zendtijden vast.

Art. 11. De uitzending van de programma's moet voorafgegaan en gevolgd worden door een roepnaam die de identificatie en de plaatsbepaling van de zender mogelijk maakt alsmede de gebruikte frequentie.

Deze roepnaam moet bovendien met regelmatige tussenpozen tijdens de uitzending zelf van de programma's worden herhaald.

Art. 12. De wet van 4 maart 1977 tot aanvulling van de wet van 23 juni 1961 betreffende het recht tot antwoord is van toepassing op de uitzendingen van de lokale zenders.

Art. 13. Indien de bepalingen van dit decreet niet inachtgenomen worden of ingeval de toegewezen zendtijden niet worden gebruikt, mag de erkenning door de Franse Gemeenschapsexecutieve geschorst of ingetrokken worden na een gemotiveerd advies van de Raad voor lokale zenders, uitgebracht met een twee derde meerderheid van de leden en na het horen van één of meerdere verantwoordelijken van de betrokken lokale zender.

De Franse Gemeenschapsexecutieve bepaalt de schorsings- of intrekingsmodaliteiten.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril — Spanje, 8 september 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,
Lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Ph. BUSQUIN

De Minister van de Franse Gemeenschap,

M. HANSENNE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

F. 81 — 1920

24 JUILLET 1981. — Arrêté ministériel reconnaissant en matière d'octroi de crédits d'heures les cours conduisant au diplôme d'économie politique et de gestion organisés par l'Université de l'État à Liège

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Vu la loi du 10 avril 1973 accordant des crédits d'heures aux travailleurs en vue de leur promotion sociale;

Vu l'arrêté royal du 7 octobre 1974 étendant les crédits d'heures aux travailleurs qui suivent des cours de formation générale en vue de leur promotion économique, sociale et culturelle, notamment les articles 2 et 3;

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

N. 81 — 1920

24 JULI 1981. — Ministerieel besluit waarbij de leergangen ter verkrijging van het diploma van stathuishoudkunde en beheer, georganiseerd door de Rijksuniversiteit te Luik, in aanmerking worden genomen voor de toekenning van kredieturen

De Minister van Nationale Opvoeding,

Gelet op de wet van 10 april 1973 waarbij aan de werknemers kredieturen worden toegekend met het oog op hun sociale promotie;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 oktober 1974 houdende verruiming van de kredieturen tot de werknemers die leergangen van algemene vorming volgen met het oog op hun economische, sociale en culturele promotie, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;